

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://journal-la-mee.fr/939-cote-d-ivoire-2004-2007.html>

Côte d'Ivoire 2004-2007

- Pays (international) - Pays divers -

Date de mise en ligne : mercredi 17 novembre 2004

Journal La Mée Châteaubriant

Ecrit le 17 novembre 2004

Côte d'Ivoire

(voici un texte à lire au deuxième degré,
un point de vue qui n'engage pas la rédaction de La Mée)

Les événements des derniers jours en Côte d'Ivoire tiennent la France en haleine : l'armée française se retrouve aujourd'hui piégée dans un borbier bordé de palétuviers.

Ce cauchemar, des Migs et des Sukhois attaquant lâchement la soldatesque déployée sur la ligne Maginot, Jean-Pierre Raffarin l'avait fait des milliers de fois avant qu'il ne se réalise ce samedi 6 novembre 2004. Au-delà de la pertinence des prophéties de la Pythie du Poitou, l'information est grave : nous sommes en guerre ! Enfin !

« meilleur ennemi »

Cela faisait des années que nous attendions un conflit de cette nature. Il était évident que la France, malgré les efforts héroïques de Jacques Chirac pour l'en préserver, se retrouverait un jour entraînée dans l'inéluctable spirale de la Guerre contre le Terrorisme", à combattre des nuisibles qui ne nous aiment pas.

Que l'on ne se méprenne pas : les Ivoiriens sont des gens fort sympathiques, et nous ne sommes mus par aucune animosité. L'autre pays du reggae est une bien belle et bien riche nation, qui brasse une très correcte bière de mil. Seulement voilà : dans une guerre digne de ce nom, il faut un vrai ennemi, sans quoi ça devient vite n'importe quoi. Et pouvions-nous demander mieux que des ennemis souriants, que nous connaissons bien ? Non, certes non. La Côte d'Ivoire semble être le meilleur ennemi disponible à l'heure actuelle. Qu'elle soit ici remerciée pour son aimable participation.

Notre guerre se déroule pour l'instant assez bien : agressés par des avions ivoiriens, nous bénéficions d'un indiscutable argument moral qui justifie a posteriori les quelques brouilles d'ordre folâtre survenues ces dernières années entre nos soldats et les ribaudes locales.

Les quelques autres incidents mesquins dont la communauté française a fait l'objet, comme incendies d'écoles, pillages et remarques insolentes, finissent d'asseoir notre statut de victimes innocentes.

La situation sur le terrain établissant clairement notre bon droit, nous pouvons oublier la Côte d'Ivoire et les opérations qui s'y déroulent.

C'est en fait en France que le glorieux cortège de la guerre va disséminer ses bienfaits, sans pour autant nous accabler des enquinants à-côtés que sont la collaboration, le marché noir et la dénonciation des juifs. La guerre du vingt-et-unième siècle, bien que souvent menée dans un lointain pays sous-développé, n'est réellement appréciée à sa juste valeur que par l'Occidental devant son home cinema, en Dolby surround. Cela n'est que justice

que l'esthète éclairé, seul à même de les reconnaître, soit le premier à récolter les fruits que Mars a cueilli pour lui.

Chocolat

Et quels fruits ! Plus encore que l'économie, qui frétille à l'idée que Bouygues reconstruira bientôt la cathédrale de Yamoussoukro, c'est le moral de la Nation qui entre renforcé dans ce conflit : par dizaines de milliers, les automobilistes s'appliquent déjà à coller des petits stickers sur leurs pare-chocs, pour exprimer leur soutien à nos troupes. Ce geste en apparence anodin, pas beaucoup plus fatigant que de rajouter un département sur la porte du frigo, révèle pourtant la profonde unité qui rassemble les Français quand l'orage menace. Certes, le tonnerre roule actuellement au-dessus d'Abidjan, c'est loin, mais nous n'en sommes pas moins unis.

Les braves patriotes doivent toutefois se préparer à des sacrifices. Il est en effet possible, quoique peu probable, que l'approvisionnement en chocolat soit interrompu avant les fêtes, portant le deuil dans chaque foyer.

Ces désagréments ne sont toutefois qu'un modeste prix à payer pour que les jeunes aient, enfin, la bonne guerre qu'il leur fallait.

[Texte de Didier Kala, tiré du site parodique BravePatrie](#) ou <http://bravepatrie.com>

Ecrit le 17 novembre 2004 :

NDLR : selon le Canard Enchaîné du 10 novembre 2004, la bombe de 250 kg qui a atterri à 14 h sur le cantonnement français de Bouaké serait effectivement une bavure des forces armées ivoiriennes qui visaient le camp tout proche des rebelles.

Mais dès 15.50 un ordre est donné par Paris, et exécuté, de détruire les deux chasseurs Sukhoi responsables du bombardement. Les ministres sont divisés, finalement « les durs » l'emportent et l'aviation française réduit en bouillie 3 hélicoptères des forces ivoiriennes. Reste à justifier cette démonstration de force : c'est alors que le discours change, le bombardement de Bouaké devient délibéré. Saurons-nous un jour la vérité ? Attendant des milliers d'Européens ont vécu dans la terreur, des femmes ont été violées, beau gâchis.

Ecrit le 17 novembre 2004 :

La France piégée

Ne nous laissons pas prendre aux bruits de bottes, aux coups de menton et aux protestations éplorées. La situation en Côte d'Ivoire mérite réflexion, au delà de la personnalité de son Président.

— La France était-elle la mieux placée pour intervenir dans les querelles d'une ancienne colonie ? L'autonomie date de 1958, l'indépendance de 1960, ce n'est pas si vieux. Les Ivoiriens acceptent mal de voir encore des militaires français patrouiller dans leur pays.

— La colère des Noirs, contre les Blancs, est à la mesure de la façon dont sont traités les étrangers noirs (ou arabes) en France. Dans notre pays, nous ne voulons pas accueillir les travailleurs immigrés « car on ne peut pas

porter toute la misère du monde ». Mais en Afrique, les firmes françaises, Bouygues, Bolloré, Pinault et d'autres, profitent de la richesse du pays. Leurs salariés français vivent dans des conditions supérieures à celles des autochtones, et se trouvent, de plus, en position de commandement.

— En Côte d'Ivoire la France n'a jamais cessé de faire la loi, dit Bernard Langlois dans *Politis* du 11 novembre, n'a jamais cessé « de piller allègrement les richesses nationales avec l'aide d'une élite locale qui s'en met plein les poches ». La mondialisation a fait ses ravages, plus encore qu'en France, attisant les conflits ethniques : les Ivoiriens rejettent les travailleurs immigrés venus des pays voisins (Burkina Faso par exemple)

— La destruction des avions et hélicoptères ivoiriens a été ressentie comme une humiliation de plus, s'ajoutant au ton qu'emploie J. Chirac vis-à-vis du Président Gbagbo.

Alors, quand la colère des exploités éclate (que ce soit à tort ou à raison), elle emporte tout sur son passage. Les néocolons s'en étonnent : « On ne comprend pas ce qui arrive. On est ici chez nous, ici tout se passait bien, sans problème, nous avons les meilleurs rapports du monde avec les Ivoiriens » (Eh ! Mamadou, avant de rentrer dans ton bidonville, n'oublie pas de faire la vaisselle ...).

De nouvelles preuves crucifient l'armée française

Le Courrier d'Abidjan - 12/1/2004 9:56:48 PM

Révélation - « Le Courrier d'Abidjan », qui avait pour la première fois publié le témoignage du colonel Guiai Bi Poin, qui agite aujourd'hui le microcosme français, a réussi à se procurer des documents informatiques internes de l'Hôtel Ivoire qui enfoncent le général Poncet et ses hommes.

Le temps des aveux est arrivé pour la ministre française de la Défense. Après avoir longtemps nié les assassinats commis par la Force Licorne en Côte d'Ivoire, elle admet que ses soldats positionnés à l'Hôtel Ivoire le mardi 9 novembre 2004 « ont été amenés à tirer. Ils ont effectué des tirs de sommation et, dans certains cas, ont été amenés à faire un usage total de leurs armes à feu ». Mais elle continue d'entretenir des mensonges qui vont s'évaporer aussi vite que les premiers, compte tenu de la clarté des images disponibles aussi bien à Abidjan qu'à Paris. Elle affirme ainsi que la foule était « armée de kalachnikovs et de pistolets », ce que démentent catégoriquement les longues heures d'images filmées par les différents cameramen amateurs et professionnels.

« Le Courrier d'Abidjan », qui a révélé en exclusivité le témoignage du colonel Guiai Bi Poin, de l'école de gendarmerie, présent à l'Hôtel Ivoire au moment des événements - un témoignage qui ébranle le gouvernement français dans ses fondements -, a réussi à se procurer le fichier complet de la réception de l'établissement, pour les dates du 7, du 8 et du 9 novembre 2004. Les informations de ce fichier, recoupées avec des confidences de membres de la haute direction de l'Hôtel Ivoire, sont riches d'enseignements.

I - Les soldats français ne sont pas venus à l'Hôtel Ivoire protéger les ressortissants français

Jusqu'à présent, Michèle Alliot-Marie, ministre française de la Défense, et les différents responsables de l'Opération Licorne ont toujours justifié la présence d'une centaine de chars français à l'Hôtel Ivoire par la nécessité de protéger les ressortissants français s'y trouvant. Cette explication est fautive. En effet, le fichier de l'Hôtel est formel : le lundi 8 novembre 2004, quand la centaine de chars français est venue assiéger l'établissement, seulement 15 ressortissants de l'Union européenne étaient enregistrés comme clients. Un responsable de haut niveau est formel : les opérations

d'évacuation des ressortissants français de la commune de Cocody, qui avaient effectivement utilisé l'Ivoire comme îlot, avaient été menées par des hélicoptères français, en coordination avec la gendarmerie et la police ivoiriennes, et étaient déjà terminées quand les chars sont venus s'installer. Les 15 ressortissants de l'Union européenne présents à l'Ivoire le lundi 8 novembre, et qui étaient des clients en « long séjour » (ils résident quasiment à l'hôtel), n'ont pas jugé nécessaire de quitter les lieux lors des évacuations. Et de toute évidence, ils n'avaient pas besoin d'une centaine de chars pour être évacués, en cas d'extrême nécessité...

II - L'armée française a loué 39 chambres à l'Hôtel Ivoire, dont celles des snipers

Le fichier informatique de l'Hôtel Ivoire aussi est formel : dès le lundi 8 novembre (et, selon des responsables de l'hôtel, dans la matinée, avant l'arrivée des manifestants dans l'établissement), le chef de corps des militaires français massacreurs, le colonel D'Estremau, a loué 39 chambres dans l'hôtel. Les 39 chambres ont été prises à son nom, comme le signale le fichier. Face aux réticences des employés de l'hôtel, qui auraient souhaité que les noms de tous les occupants soient mentionnés, il a même rédigé une décharge, que les services de l'Ivoire tiennent à la disposition des instances judiciaires nationales et internationales. Les chambres prises par le colonel d'Estraumau sont les chambres 351 à 361 ; 453 ; 455 à 462 ; 553 ; 555 ; 556 à 562 ; 651, 653 ; 655 à 662. Comme on le constate, parmi ces chambres dont la « propriété provisoire » était, de manière indiscutable, celle de l'armée française, figurent les chambres 661 et 658, où l'on a retrouvé les papiers et les certificats de tir de militaires des forces spéciales, les fameux snipers qui ont tiré sur la foule à partir de la tour, et qui ont sans doute décapité la jeune fille dont l'image a fait le tour du monde.

III - Les militaires français avaient un plan pré-établi

Les informations que le fichier de l'Ivoire nous apportent prouvent une chose : les soldats des forces spéciales qui étaient à l'Ivoire et ont tiré sur les manifestants, s'y sont installés avant que les manifestants ne viennent, et n'ont fait que profiter de leur position pour « frapper » la foule de patriotes aux mains nues. De toute façon, l'absence réelle de Français à évacuer pousse à poser une question fondamentale : que venaient faire les militaires français à l'Hôtel Ivoire, à moins d'un kilomètre de la maison du président Gbagbo, dont certains ont été sommés de descendre sur Abidjan du Nord et de l'Ouest, en « ouvrant leur voie au canon » et en faisant de nombreux morts sur leur chemin ? En l'absence de réponses claires des responsables politiques et militaires français, toutes les pistes sont ouvertes. Une information capitale a toutefois été communiquée à la rédaction de « Le Courrier d'Abidjan ». Dès qu'ils sont arrivés à l'Hôtel, les militaires français ont été habités d'une obsession : arriver sur le toit de la tour, par tous les moyens. S'ils n'y sont pas parvenus, c'est qu'ils n'ont pas réussi à trouver la solide clé qui y menait. Et pour cause, un employé avait été discrètement chargé par la direction de la prendre et de se fondre dans la nature, afin d'empêcher qu'ils ne s'emparent du « sésame ». Que voulaient faire les Français à l'Ivoire ? Des spécialistes font juste remarquer que le toit de l'Ivoire abrite des infrastructures militaires de première importance en matière de transmission. Selon des officiels français qui ont fait des confidences à l'hebdomadaire Jeune Afrique L'Intelligent, c'est de cet endroit que des experts israéliens écoutaient les conversations de Licorne et de l'ONUCI. Info ou intox ? Impossible à dire - même s'il est certifié qu'il n'y avait personne à cet endroit le lundi 8 novembre - mais ce « son » accrédite l'idée que l'armée française voulait, d'une certaine manière, contrôler l'endroit. Par ailleurs, l'on fait également remarquer que le toit de l'Ivoire se trouve à trois cents mètres de la résidence présidentielle de Cocody, et que des snipers bien équipés peuvent réussir à faire du « bon travail » à partir de cette position. Il est urgent que l'armée française s'explique, dans un échange contradictoire - et si possible, devant la presse ivoirienne - sur les zones d'ombres terriblement troublantes et les pièces à conviction qui ne cessent de s'accumuler contre ses responsables, les désignant comme des criminels contre l'humanité.

Par Théophile Kouamouo

Ecrit en septembre 2006 :



Gaz toxique à Abi

Gaz Toxique à Abidjan

Selon l'Humanité du 10/09 : « un bateau de déchets chimiques affrété par une multinationale néerlandaise a vidangé ses cuves au large d'Abidjan : cinq morts et 6000 personnes empoisonnées : c'est le bilan provisoire de la catastrophe sanitaire et écologique »

« La convention de Bâle, en vigueur depuis 1992, cherche à encadrer le transport de matières dangereuses des pays riches vers les pays pauvres, sans l'interdire cependant. Mais tous les pays du Nord ne sont pas signataires de la convention de Bâle. Si l'Union européenne est partie prenante de l'accord, les États-Unis, premiers producteurs de déchets industriels au monde, refusent encore de se plier à cette discipline multilatérale ».

[C'est bien commode, ces pays sous-développés : on fait travailler leurs salariés pour des clopinettes, on leur envoie nos saletés et on ferme la porte à leurs ressortissants !].

[Voir au mémorial de Caen : les déchets de la mort](#)

(chercher : lauréats 2007, 4e prix)

ou bien accès direct à [la plaidoirie](#)

Selon RFI actualités du 23 juin 2007 :

Se dirige-t-on vers une nouvelle catastrophe sanitaire en Côte d'Ivoire ? Dix mois après le déversement de plus de 500 tonnes de déchets toxiques sur au moins 17 sites d'Abidjan, certains sites n'ont quasiment pas été traités. La société Séché, qui a procédé au retrait des déchets, a dû stopper ses travaux en mars, faute d'autorisation administrative. Abidjan ne veut pas lancer de nouveaux travaux avant d'être sûr que Trafigura paiera. Car selon le protocole d'accord signé en février dernier entre l'Etat ivoirien et la multinationale responsable de la pollution, c'est Trafigura, la multinationale qui avait affrété le cargo grec Probo Koala, chargé de déchets, qui doit prendre en charge financièrement la fin de la dépollution. Mais les deux parties s'opposent sur le montant à payer. Et pendant ce temps, les risques de pollution s'accroissent de jour en jour.

Henri Petitgand, le porte-parole de la société Séché a participé aux travaux de décontamination des sites pollués d'Abidjan. Il explique comment la saison des pluies fait courir un grave danger à la population. « Nous avons recouvert (la zone polluée) de terre et nous l'avons isolée de rigoles de manière à la confiner naturellement pour éviter tout danger. Mais ce confinement naturel n'a qu'une durée limitée dans le temps. Il faudra, à un moment donné, intervenir pour extraire les matières, sinon elles s'écouleront par le sous-sol, et pourraient resurgir sur le sol par temps de pluie ».

La saison des pluies a débuté en Côte d'Ivoire, ce qui accroît encore le risque d'écoulement et donc de contamination. Déjà, des riverains de certains sites pollués se plaignent de la réapparition des odeurs par temps de

pluie.